Les politiques à l'égard des libérés du goulag

Amnistiés et réhabilités dans la région de novosibirsk, 1953-1960

Marc Elie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/9604>

DOI : 10.4000/monderusse.9604

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 327-347

ISBN : 2-7132-2096-3

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Marc Elie, « Les politiques à l'égard des libérés du goulag », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 47/1-2 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 02 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9604> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.9604>

MARC ELIE

LES POLITIQUES À L'ÉGARD DES LIBÉRÉS DU GOULAG

Amnistiés et réhabilités dans la région de Novosibirsk,
1953-1960

Les années de l'après-Stalin sont marquées par le grand retour des prisonniers. Environ cinq millions de détenus ont quitté le système carcéral soviétique entre 1953 et 1960. Ce groupe inclut les détenus des camps, colonies et prisons, qu'ils soient politiques ou de droit commun, qu'ils aient été condamnés sous Stalin ou sous Hruščev¹. Les sorties du système concentrationnaire dans la décennie khrouchtchévienne ont ceci de particulier qu'elles sont le résultat, pour moitié, de mesures délibérées du pouvoir (amnisties, mises en liberté conditionnelle, etc.) et pour moitié des libérations en fin de peine.

Les successeurs de Stalin ont donné une certaine publicité à ces libérations. Ils voulaient marquer le dépassement de l'ère stalinienne en montrant qu'on pouvait en libérer les victimes sans remettre fondamentalement en cause le projet politique soviétique. Pourtant coutumiers des discrètes opérations de désengorgement du système carcéral, ils décidèrent de marquer les esprits immédiatement après la mort de Stalin en amnistiant la moitié des prisonniers des camps et en réhabilitant publiquement certaines victimes de l'arbitraire politique stalinien. Le 28 mars 1953, la *Pravda* publiait en première page une loi passée la veille, « De l'amnistie », qui

Je remercie Yves Cohen et Laurent Coumel pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans la préparation de cet article.

1. Selon les propres calculs de l'auteur, sur la base de chiffres du ministère de l'Intérieur de l'URSS. Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), fonds R-9401, Ministerstvo vnutrennih del SSSR, op. 2, d. 500, l. 316-323 (noté dorénavant GARF R-9401/2/500/316-323). Le chiffre de 5 millions de libérés représente le nombre total de libérations : les individus ayant purgé plusieurs peines sur la décennie sont donc comptés plusieurs fois. Les déportés et exilés (*specposelency, ssyl'nye, vyslannye*), également libérés en masse après la mort de Stalin, n'entrent pas dans ce total. Pour des données chiffrées sur les libérations de déportés, voir Viktor Zemskov, *Specposelency v SSSR, 1930-1960*, M. : Nauka, 2003.

affranchissait plus d'un million de petits criminels. Et, dans son édition du 4 avril, le quotidien publiait un communiqué du ministère de l'Intérieur de l'URSS qui annonçait la « libération et l'entière réhabilitation » des personnes arrêtées dans le cadre de « l'affaire des blouses blanches », sinistre machination antisémite du stalinisme finissant, lancée fin 1952 contre un groupe de médecins accusés d'empoisonner des dirigeants soviétiques pour le compte de services secrets étrangers.

Qu'avait mis en œuvre la nouvelle direction politique pour faciliter le retour de ceux à qui elle rendait la liberté ? Comment envisageait-elle leur intégration à la société soviétique ? J'analyserai la genèse et l'efficacité des dispositifs d'aide aux anciens détenus en me fondant sur l'exemple de deux groupes de libérés : d'une part, les prisonniers qui furent élargis par la loi d'amnistie du 27 mars 1953 — pour l'essentiel, des petits délinquants ; d'autre part, les anciens détenus politiques qui, injustement incarcérés pour crimes « contre-révolutionnaires », ont pu demander à être réintégrés dans leurs droits pendant le Dégel. Ces deux groupes partagent les problèmes de tous les anciens détenus : relations difficiles avec la milice et les autorités locales, discrimination dans la recherche d'un emploi et d'un logement ; amnistiés et réhabilités se ressemblent également parce que le pouvoir central n'a pas fait grand cas de l'innocence des victimes des persécutions politiques dans son approche des difficultés concrètes rencontrées par les anciens détenus.

Je limiterai à la Sibérie occidentale, et surtout à son principal centre urbain, Novosibirsk, l'étude des aménagements mis en place sous Hruščev pour faciliter la réadaptation des anciens détenus². En premier lieu, les documents d'archives des institutions régionales et centrales feront la lumière sur les politiques de réinsertion mises en œuvre à l'égard des amnistiés³. En second lieu, j'étudierai le sort des condamnés politiques en m'appuyant essentiellement sur une série d'entretiens réalisés à Novosibirsk en juillet 2004 auprès d'anciens réclusionnaires⁴.

La difficile réinsertion des amnistiés

Le système pénitentiaire stalinien était entré dans une crise profonde à la fin des années quarante. Énorme réseau de camps, de prisons et de colonies, comptant

2. La région économique de Sibérie occidentale comprenait alors les régions de Novosibirsk, d'Omsk, de Tomsk, de Kemerovo, et le territoire de l'Altaï. *Naselenie Rossii v XX veke: Istoričeskie očerki : v 3-h tomah. t. 2. 1940 — 1959*, M. : ROSSPEN, 2001, p. 357. Novosibirsk était, à bien des égards, une ville d'opportunités dans les années soixante : centre industriel en pleine expansion, la capitale sibérienne comptait un million d'habitants en 1962. V. I. Bajadin et V. A. Kuznecov, *Naša malaja rodina. Hrestomatija po istorii Novosibirskoj oblasti 1921-1991*, Novosibirsk : Ekor, 1997, p. 433.

3. Un séjour aux archives de la région de Novosibirsk en juillet 2004 a permis de rassembler une partie de la documentation nécessaire pour analyser l'année 1953. Les conditions de travail aux archives du parti régional furent particulièrement difficiles. Les documents ne sont que très partiellement accessibles pour la période khrouchtchévienne. De plus, les chercheurs subissent dans ces archives chicanes et tracasseries.

4. L'enquête menée par Nanci Adler auprès de réhabilités sur l'efficacité des politiques de réadaptation m'a servi ici d'exemple. Nanci Adler, *Beyond the Soviet System. The Gulag Survivors*, New Brunswick : Transaction Publishers, 2002, chapitre 5, p. 151-204.

2,5 millions de détenus au début des années cinquante, le Goulag fournissait une main-d'œuvre esclave à l'empire économique que contrôlait le ministère de l'Intérieur (MVD). La construction de chantiers pharaoniques à la gloire de Stalin engloutissait des ressources humaines et matérielles toujours plus importantes au nom d'improbables perspectives de développement. Immédiatement après la mort du dictateur le 5 mars 1953, Berija, qui avait pris les fonctions de ministre de l'Intérieur, proposa à ses collègues du Présidium du Comité central du parti un programme de sortie de crise, en particulier une grande amnistie⁵.

L'amnistie du 27 mars 1953 témoigne d'une confiance inédite des chefs du pays dans les capacités de la société soviétique à absorber un nombre considérable d'anciens détenus. Tous ceux qui purgeaient une peine inférieure à cinq ans étaient amnistiables, sans exception, même ceux inculpés des crimes considérés les plus graves (dont les crimes « contre-révolutionnaires »). Ces derniers étaient cependant exclus du bénéfice de certains alinéas de l'édit d'amnistie, notamment de l'alinéa qui amnistiait les auteurs de certains crimes militaires, économiques et de service ; de celui qui déclarait libérables les invalides, les malades incurables, les vieillards, les femmes enceintes et les mineurs ; et de celui qui réduisait de moitié la peine des autres détenus. La condamnation de tous les libérés était déclarée purgée et on leur remettait des passeports intérieurs neufs qui les autorisaient à fixer leur résidence où bon leur semblait.

Justice, administrations des camps et MVD n'avaient que deux mois, jusqu'au 1^{er} juin 1953, pour organiser la libération et le rapatriement de plus d'un million de détenus⁶. Les opérations de transport se déroulèrent dans un formidable chaos logistique. Les libérés étaient amassés aux nœuds ferroviaires et dans les ports où, ils devaient attendre des jours dans le plus complet dénuement que des trains militaires soient affectés à leur transfert. Novosibirsk est une gare de première importance sur l'artère transsibérienne, un point de passage obligé pour les convois en provenance de la Sibérie, de l'Extrême-Orient et du nord-est soviétiques. Dès les premiers jours de l'amnistie, des drames se produisirent sur les lignes de chemin de fer de Sibérie occidentale. Le 14 avril par exemple, peu avant Novosibirsk, une bagarre éclata dans un convoi spécial entre les vingt wagons d'amnistiés en provenance de Tomsk et les huit wagons d'amnistiés venus de Krasnojarsk qu'on avait attelés en cours de route. Bilan : trois morts, dont un jeté sous le train. Le lendemain, dans un transport en provenance de Novokuzneck, nœud ferroviaire situé dans la région de Kemerovo, jouxtant la région de Novosibirsk à l'est, des amnistiés ivres blessèrent gravement deux miliciens qui montaient la garde. À l'arrêt suivant, une bande descendue sur le quai dévalisa une échoppe et assassina l'un des passagers, lui aussi amnistié⁷.

5. Viktor Naumov et Ju. Sigačev, dirs., *Lavrentij Berija. 1953. Stenogramma ijuľ'skogo plenuma CK KPSS i drugie dokumenty*, M. : MFD, 1999, p. 19-21.

6. A. Artizov et Ju. Sigaev dirs., *Reabilitacija : kak eto bylo. Dokumenty Presidiuma CK KPSS i drugie materialy : v 3-h tomah. T. 1. Mart 1953-fevral' 1956*, p. 16-18.

7. GARF, f. R-9492, Ministerstvo justicii SSSR, op. 5, d. 194, l. 2-3.

Sur plus d'un million d'amnistiés ayant choisi de ne pas rester vivre en travailleurs libres sur les chantiers du Goulag, 55 000 vinrent s'installer en Sibérie occidentale, essentiellement en ville. Ainsi, 56 % des amnistiés arrivés dans la région de Novosibirsk établirent leur résidence dans la capitale régionale, dont ils représentaient presque 1 % de la population⁸. En effet, un nombre indéterminé de libérés ne retournèrent pas travailler dans leur kolkhoze natal, mais profitèrent de la possibilité offerte par l'amnistie d'obtenir un passeport pour quitter la misère du milieu rural et s'installer en ville⁹. Pourtant, c'est en ville que les libérés rencontrèrent le plus de problèmes à l'embauche.

Pour le parti et le gouvernement, l'emploi était l'instrument et le critère principal de la réinsertion sociale des libérés. Dès les premiers mois, les amnistiés furent confrontés à des obstacles pour trouver un travail dans la plupart des régions d'URSS. Le parquet (*prokuratura*) relevait chez les chefs d'entreprises des refus systématiques de les embaucher. Pire, des régions entières (celle de Voronež par exemple) prenaient des mesures pour les dissuader de s'installer sur leur territoire. Fin mai la situation était catastrophique. Dans de nombreuses régions, de 30 % à 50 % des amnistiés étaient sans travail¹⁰. Bien sûr, les documents officiels ne parlaient pas de « chômage » (*bezrabotica*) : dans un pays qui se targuait d'avoir atteint le plein emploi structurel, le terme était réservé à la description des maux du capitalisme. On parlait de taux de « mise au travail » (*trudoustrojstvo*), un amnistié sans travail devenant un « non embauché » (*ne trudoustroen*). Il n'existait alors aucun filet social pour les demandeurs d'emploi. Les amnistiés sans travail et sans soutien familial étaient par conséquent réduits à la misère.

Berija fit passer un décret gouvernemental le 30 mai pour reprendre la situation en main¹¹. Ce décret mettait sur pied un dispositif réglementaire dirigiste de placement des amnistiés. Il enjoignait syndicats, soviets locaux et ministères industriels à trouver un gagne-pain à chaque amnistié en les orientant prioritairement vers les secteurs industriels impopulaires qu'étaient la construction, les industries forestière et extractive. Dans ce contexte, l'Administration générale du recrutement organisé de la main-d'œuvre (*Glavnoe upravlenie organizovannogo nabora rabočih sil, Orgnabor*) était appelée à jouer un rôle déterminant. Cette institution avait pour fonction de mobiliser la main-d'œuvre pour alimenter les industries en manque de travailleurs manuels. La forme des contrats et les méthodes des recruteurs faisaient

8. Au recensement de 1959, Novosibirsk comptait 886 000 habitants. La ville accueillit 7 233 amnistiés. À Omsk, l'autre grande ville de Sibérie occidentale, (581 000 habitants en 1959), revinrent ou vinrent s'établir 5 670 amnistiés. *Bol'shaja sovetskaja enciklopedija, elektronnaia versija*, 2002, articles « Omsk » et « Novosibirsk » et Archives d'État de l'économie russe (RGAE), f. R-4372, Gosudarstvennyj plan SSSR, op. 11, d. 753, l. 19-22 et tableau page suivante.

9. En effet, un kolkhozien ne pouvait pas alors partir pour la ville sans l'accord des autorités locales nécessaire à l'obtention d'un passeport.

10. GARF, f. R-7523, Prezidium Verhovnogo Soveta SSSR, op. 85, d. 41, l. 4.

11. Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR ot 30 maja 1953g, no. 1372-550ss « Ob ustranении nedostatkov v trudoustrojstve osvoboždennyh po amnistii graždan ». Ce décret n'est pas déclassifié. Cité dans RGAE R-4372/11/752/6-8 et GARF, f. R-5451, Vsesojuznyj central'nyj sovet professional'nyh sojuzov, op. 43, d. 1076, l. 382-384 et 442-444.

des recrues des travailleurs quasi serviles¹². Cette administration augmenta le nombre de ses agents embaucheurs dans les grandes villes pour enrôler les amnistiés dans les secteurs de l'abattage du bois et de la construction¹³. En fin de compte, le recours à ce procédé coercitif de résorption du chômage n'eut qu'un succès limité : 82 000 amnistiés seulement, soit 16,5 % de tous les amnistiés employés dans les industries d'intérêt national, furent mobilisés par l'*Orgnabor*¹⁴. Enfin, le décret chargeait le *Gosplan* de diriger les opérations et d'établir des statistiques précises et régulières sur l'état du chômage chez les amnistiés. Le revers de ce regain d'attention : les tableaux statistiques et l'amélioration des chiffres devinrent une obsession, le devenir social des amnistiés étant réduit aux taux d'embauchage par région, sans égard à leurs qualifications, salaires ou conditions de travail¹⁵.

Le chômage des amnistiés, juin et septembre 1953

	début juin 1953		début septembre 1953		
	amnistiés installés	non embauchés %	amnistiés installés	refusent de travailler pour des raisons valables % ¹⁶	non embauchés %
Sibérie occidentale ¹⁷	43 919	21,3	54 977	7,5	2,1
Novosibirsk (total régional)	9 640	26,3	12 859	6,1	3,5
dont ville de Novosibirsk	5 499	27,0	7 233	6,4	5,3
URSS	734 004	19,3	1 041 468	6,8	3,0

Sources : pour les deux premières colonnes (situation en juin 1953), GARF R-7523/85/41/1-4 et GANO P-4/17/65/148 ; pour les trois dernières (situation en septembre 1953), RGAE 4372/11/752/335-337.

Les taux de chômage présentés dans le tableau ci-dessus paraissent très élevés en juin et très faibles en septembre. Mais il faut prendre avec précaution ces données, vu les

12. Voir Donald Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after the Second World War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2002, p. 30-33.

13. RGAE R-4372/11/752/332.

14. RGAE R-4372/11/753/26.

15. Par son décret du 30 mai 1953, le Conseil des ministres nomma un adjoint au directeur du *Gosplan*, V. P. Pronin, fondé de pouvoir pour la mise au travail des amnistiés. GARF R-5451/43/1076/442-444. D'après Filtzer, Pronin avait déjà la manie des rapports statistiques journaliers à la fin des années quarante alors qu'il était ministre des Réserves de main d'œuvre. Un collaborateur du ministère dénonçait ce goût excessif en affirmant qu'il encourageait les fonctionnaires locaux à jouer avec les chiffres pour produire ceux dont Pronin avait besoin. Voir Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism*, p. 34.

16. Cette catégorie rassemble ceux des amnistiés qui ne pouvaient pas travailler en raison de leur âge ou de leur invalidité et les femmes qui décidaient de rester au foyer.

17. La région de Tomsk n'est pas incluse dans les chiffres de juin 1953.

méthodes de collecte et de classement. L'enregistrement auprès de la milice était alors obligatoire pour tous les nouveaux venus dans les agglomérations où avait été introduit le régime des passeports, c'est-à-dire dans les localités urbaines et assimilées. C'est donc la milice locale qui établissait le nombre d'amnistiés installés dans chaque arrondissement. En ce qui concerne le taux d'emploi, c'était également à la milice de dénombrer chômeurs et travailleurs parmi les anciens détenus, en envoyant ses ilotiers faire du porte à porte chez les amnistiés enregistrés dans leur district¹⁸. Les soviets locaux et régionaux rassemblaient ces données et les compilaient pour le centre. Premier biais, l'arrivée de flots continus d'amnistiés gonflait les taux de chômage initiaux. Ce facteur n'a joué un rôle que dans les trois premiers mois de l'amnistie, au moment où l'écrasante majorité des libérés rentraient chez eux. Second biais, l'incurie statistique régnait dans de nombreuses localités de Sibérie occidentale. Les envoyés du centre établirent qu'elle était la cause première du fort taux de chômage dans la région de Kemerovo : dans plusieurs arrondissements, des personnes recensées comme chômeuses étaient en fait soit dans l'incapacité de travailler, étudiaient en lycée technique (*tehnikum*), ou bien avaient quitté la région¹⁹.

Mais la négligence statistique diminuait également les chiffres du chômage : les taux d'embauche de 100 % à Tomsk et Kemerovo en septembre éveillent les soupçons²⁰. Il faut dire que la milice et les soviets locaux n'étaient pas avertis si un amnistié perdait son emploi. Ils ne modifiaient donc pas leurs tableaux en conséquence. C'est d'ailleurs la méconnaissance des phénomènes de turnover et de perte d'emploi qui compromet le plus la fiabilité des statistiques du *Gosplan*. À Novosibirsk, la plupart des amnistiés travaillaient dans le bâtiment²¹. Or, la rotation de personnel était importante sur les chantiers en raison des mauvaises conditions de travail et de logement, apprend-on de la bouche de syndicalistes. Ainsi, des 547 amnistiés travaillant au trust n° 30, un tiers avaient quitté l'entreprise fin septembre, dont la moitié sans autorisation et un quart après condamnation pour divers crimes. Au trust *Sibstrojput*, 85 des 230 amnistiés avaient décidé de partir pour des raisons diverses²². Or, ces amnistiés qui quittaient leur travail n'étaient pas repris dans les données statistiques sur le chômage des libérés.

Enfin, il y a des raisons de penser que la catégorie « refusent de travailler pour des raisons valables » a permis de masquer les problèmes sociaux et de diminuer sur le papier le chômage réel. La création de cette catégorie devait permettre de distinguer demandeurs d'emploi et inactifs, en excluant du taux de chômage les amnistiés ayant décidé de rester au foyer, les enfants d'âge scolaire et les invalides inaptes au travail. Mais les foyers pour invalides et enfants des rues n'étaient pas assez nombreux pour recueillir la masse des libérés²³. Ceux d'entre eux qui étaient

18. GARF, f. R-8131, General'naja prokuratura SSSR, op. 32, d. 2594, l. 43.

19. RGAER-4372/11/753/29-34.

20. *Ibid.*, 19-22.

21. Archives d'État de la région de Novosibirsk (GANO), f. P-4, Novosibirskij oblastnoj komitet KPSS, op. 34, d. 440, l. 354.

22. GARF R-5451/43/1076/534-537.

23. GARF, f. R-9415, Glavnoe upravlenie milicii MVD SSSR, op. 3, d. 254, l. 77-82.

réduits au vagabondage et à la mendicité échappaient ainsi aux statistiques du *Gosplan*. Celles-ci ne reflétaient donc pas la situation sociale réelle des amnistiés.

Malgré ces défauts, ce tableau montre deux choses : alors que la mise au travail des amnistiés s'est déroulée conformément aux consignes en Sibérie occidentale, la ville de Novosibirsk accuse un taux de chômage largement et constamment supérieur aux moyennes régionales et nationales. Ce taux était beaucoup plus élevé que dans d'autres grandes villes de Russie. Moscou, Leningrad, Gorki ou Sverdlovsk, par exemple, affichaient entre 1,5 % et 3 % d'amnistiés au chômage²⁴.

Dans le territoire de l'Altai et dans la région de Kemerovo, les difficultés initiales ont été corrigées à la fin de la période. À Kemerovo, c'est l'intervention d'une brigade composée d'hommes du *Gosplan*, du Conseil des ministres et de l'Union des syndicats qui a permis de redresser la situation²⁵. Il faut aussi dire que Kemerovo était une région de camps et que les entreprises qui profitaient du travail des prisonniers avaient vu leur main-d'œuvre fondre suite à l'amnistie. Elles étaient heureuses de pouvoir embaucher d'anciens détenus en qualité de travailleurs libres. Ainsi, suite à l'amnistie, la population carcérale des Sevkuzbaslag et Južkuzbaslag, deux grands camps travaillant à la coupe du bois dans la région, s'était effondrée passant respectivement de 18 500 à 7 000 et de 25 000 à 11 000. À l'été, chacun des deux camps dut embaucher 6 000 ouvriers contractuels, dont un grand nombre sans doute de détenus fraîchement libérés, pour pouvoir garantir l'exécution du plan²⁶. En septembre, la région de Kemerovo pouvait se targuer d'avoir mis au travail ses 18 000 amnistiés.

Comment élucider dans ce contexte la constance du chômage des amnistiés à Novosibirsk, ville à l'époque en plein développement industriel ? Il semble bien que les autorités régionales et municipales à Novosibirsk n'ont pas donné à la question de la réinsertion sociale des amnistiés l'importance qu'elle méritait. Il faut dire que cette région, contrairement à d'autres où la situation était pire, n'a été à aucun moment réprimandée par le centre pour son inaction. Novosibirsk n'a donc pas modifié son approche du chômage des anciens détenus et a laissé se développer une couche stable de sans-emploi. À l'été, le procureur de la région de Novosibirsk, Nazarjuk, indiquait que les pouvoirs locaux n'aidaient pas les amnistiés dans leur recherche d'un travail. Le comité exécutif de la capitale sibérienne prétextait un manque de surface habitable pour éconduire les solliciteurs et écarter leurs plaintes²⁷. Il est difficile de dire ce que vaut cette raison étant donné qu'elle était avancée systématiquement par les entreprises et les autorités pour refuser des amnistiés et que la carence de logement était alors universellement répandue en URSS. Il est possible cependant que la situation ait été particulièrement tendue dans la capitale sibérienne : les syndicats confirmaient que des entreprises ayant besoin de bras

24. RGAER-4372/11/753/19-22. Omsk, deuxième ville de Sibérie occidentale, connut un taux de chômage du même ordre que Novosibirsk.

25. RGAER-4372/11/752/322.

26. GARFR-8131/32/3027/67.

27. GANO P-4/17/65/148 et GARF A-461/8/2936/67-68.

devaient refuser d'embaucher faute de places en foyer²⁸. Quoiqu'il en soit, la milice confirmait également le désintérêt des autorités régionales et municipales pour la mise au travail de tous les amnistiés²⁹. Si la majorité des quelque 7 500 amnistiés rentrés à Novosibirsk retrouvèrent bien leur ancien travail et un logement auprès de leurs proches, ce fut sans l'aide des responsables locaux.

Décidés à recourir à des mesures plus coercitives pour résorber le chômage des libérés au début de l'été 1953, parti et gouvernement épousèrent une ligne franchement répressive fin août, après l'arrestation de Berija. À Novosibirsk, le comité régional du parti (*obkom*) suivait régulièrement les statistiques de récidive parmi les amnistiés, statistiques fournies par la milice. Jusqu'à la mi-juin, il ne vit pas de motif d'inquiétude. Dans la capitale, certains amnistiés (4 %) avaient commis des crimes depuis leur retour, mais leurs délits étaient considérés alors comme peu graves : 60 % étaient des vols de faible importance, 20 % des actes de hooliganisme bénin³⁰. Néanmoins, les amnistiés représentaient plus d'un tiers des personnes poursuivies pour crime aux mois de mai, juin et juillet³¹.

Au début du mois de septembre, des comités d'usine informèrent l'*obkom* que les ouvriers craignaient pour leur sécurité à Novosibirsk. Au mois d'août, les agressions de « hooligans » sur les ouvriers se rendant au travail ou rentrant chez eux la nuit venue s'étaient multipliées, affirmaient les communistes de l'usine n° 556 et de l'usine n° 179. Sur le chemin de l'usine, des ouvriers étaient menacés, tabassés, dévalisés. Certains durent être hospitalisés pour blessure à l'arme blanche. Parmi les effectifs, la peur se développait et empoisonnait l'atmosphère. L'inquiétude exerçait une influence négative sur l'ardeur des ouvriers à la tâche et développait chez eux un « état d'esprit malsain ». Déjà, on murmurait des reproches contre le gouvernement qui avait amnistié une grande quantité de prisonniers mais qui ne garantissait pas la tranquillité publique. L'*obkom* réagit à la mi-septembre en ordonnant à la milice de la ville de Novosibirsk de « prendre les mesures nécessaires pour le retour à l'ordre socialiste »³². Mais la milice régionale n'avait pas assez d'hommes pour organiser des patrouilles dans toute la ville. Son chef demanda donc à l'*obkom* d'obtenir des responsables de la région militaire de Sibérie occidentale de détacher entre 250 et 300 soldats et officiers pour accompagner les miliciens dans les rues de Novosibirsk le soir et la nuit³³.

28. GARFR-5451/43/1076/534-537.

29. GANO P-4/34/439/191 et 215.

30. *Ibid.*, 32-36.

31. *Ibid.*, 234.

32. GANO P-4/34/440/84.

33. *Ibid.*, 103. Les documents du GANO ne laissent pas conclure si le commandant de la région militaire a satisfait à la demande de la milice appuyée par le secrétaire de l'*obkom*. Il est cependant des villes d'URSS qui ont effectivement reçu des renforts pour maintenir l'ordre. Le général Sudoplatov, de la sécurité d'État, raconte que les formations militarisées du MVD ont été requises pour effectuer patrouilles et fouilles à Moscou à l'été 1953. Cité par Aleksandr Pyžikov, *Hruščevskaja « Otpepel' »*, M. : Olma-Press, 2002, p. 219.

Cependant Novosibirsk n'a pas connu la panique qui a affecté d'autres régions d'URSS. Le sentiment d'insécurité s'y est répandu relativement tard, au mois d'août, alors qu'il était très vivace dès le printemps à Voronež, par exemple. La capitale sibérienne n'a pas été non plus un épiscentre dans le développement des puissantes et tenaces rumeurs qui ont parcouru le pays, comme à Molotov dès avril, et, dans les mois d'été, à Bakou, Semipalatinsk, Stalingrad, etc.³⁴. Si la peur est arrivée tardivement et moins forte à Novosibirsk, les pouvoirs régionaux ont pris des mesures fermes pour lutter contre la criminalité attribuée aux amnistiés du Goulag. En cela, ils suivaient les ordres du centre, qui donna des consignes très répressives contre les récidivistes pour répondre au sentiment d'insécurité et faire taire les rumeurs. Le Conseil des ministres prit un décret d'urgence le 27 août qui renforçait les mesures de police et de justice pour garantir l'ordre public³⁵. Il entendait mener une politique qui distinguerait les anciens détenus désirant travailler honnêtement des autres. Il prescrivait aux entreprises, aux soviets et aux syndicats de prendre des mesures significatives en faveur des premiers. Il se détournait même de l'approche purement statistique centrée sur le pourcentage d'embauchés pour adopter une politique prêtant plus d'attention au maintien des amnistiés à leurs postes³⁶. Mais ceux qui commettraient un crime grave seraient condamnés à des peines de camp à régime sévère. Et envers ceux qui mettaient du temps à trouver un emploi, il dressait la menace de la loi de 1951 contre les « éléments antisociaux et parasitaires »³⁷.

Un ordre du Parquet général du 31 août répercutait le décret gouvernemental à l'attention des procureurs. Il leur confiait l'instruction de toutes les affaires de crimes « dangereux », dont le décret gouvernemental avait établi la liste : homicide, attaque, vol, hooliganisme. La milice était privée du droit d'instruire ces affaires. Les hommes du parquet devaient en terminer l'instruction avant le 25 septembre. Ce délai était extrêmement court : les ordres du nouveau procureur général de l'URSS, Rudenko, ne sont arrivés à Novosibirsk que le 10 septembre³⁸. Cela faisait 246 affaires supplémentaires à traiter en deux semaines pour le seul parquet de la ville de Novosibirsk. Ce délai était d'autant plus court que, pour une

34. Sur la rumeur, ses développements, ses conséquences et la lutte du pouvoir contre la rumeur, voir Marc Elie, « L'amnistie du 27 mars 1953 », Mémoire de DEA sous la direction d'Yves Cohen, présenté le 4 juin 2003, EHESS, p. 81-94.

35. Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR ot 27 avgusta 1953 g. N° 2283-930s « O merah po usileniju ohrany obščestvennogo porjadka i bor'by s ugovnoj prestupnost'ju ». Reproduit dans GARF R-9492/5/166/38-40.

36. En particulier il reprenait une proposition de l'Union des syndicats d'offrir des bourses à la formation continue aux amnistiés à hauteur de 400 roubles par mois pendant trois mois.

37. Un édit du 2 juin 1948 donnait aux kolkhozes compétence de bannir pour huit ans les personnes refusant de travailler et menant une vie « antisociale, parasitaire ». La proposition était de Hruščev et avait d'abord été adoptée pour l'Ukraine le 11 février 1948 avant d'être étendue à toute l'Union. Voir Peter Solomon, *Soviet Criminal Justice under Stalin*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, p. 423.

38. Prikaz General'nogo Prokurora SSSR N° 225s ot 31 avgusta 1953 g. « O nadzore i meropriyatijah po vypolneniju postanovlenija Soveta Ministrov SSSR 'O merah po usileniju ohrany obščestvennogo porjadka i bor'by s ugovnoj prestupnost'ju ' ». GARF R-8131/32/2386/1-7.

raison inexpliquée, le parquet avait allongé la liste des crimes réputés dangereux, y ajoutant le viol et le banditisme³⁹. Ni le décret gouvernemental, ni l'ordre du Parquet général ne limitaient la répression aux seules formes les plus graves de ces crimes : elle devait être intensifiée aussi bien pour les vols insignifiants que pour les vols importants, pour les homicides involontaires que volontaires, pour le hooliganisme du premier degré qu'aggravé, etc. Le résultat de ce tour de vis, après un deuxième trimestre placé sous le signe de l'amnistie, fut une hausse brutale du nombre d'affaires atterrissant devant les tribunaux : ceux de la région reçurent au troisième trimestre plus de dossiers qu'ils n'en avaient eus au premier semestre avant l'amnistie. Le parquet organisa des procès publics (*pokazatel'nye processy*) dans les quartiers ouvriers de Novosibirsk et fit publier dans le quotidien régional *Sovetskaja Sibir'* des articles informant les lecteurs de l'issue de jugements retentissants. Les verdicts devaient être publiés dans la presse des usines où travaillaient les délinquants et être portés à la connaissance de leurs organisations syndicales, du parti et du komsomol⁴⁰.

Du côté des tribunaux, le chef de l'administration du ministère de la Justice pour la région de Novosibirsk perdit son poste fin septembre, car le ministère estimait que les tribunaux de la région ne punissaient pas assez sévèrement les criminels et que les délais de traitement des affaires étaient trop longs⁴¹. Trop de juges appliquaient avec mollesse les récentes consignes du gouvernement : ils ne donnaient pas systématiquement les peines maximales prévues par la loi⁴². La reprise en main de l'administration régionale de la justice devait permettre l'application inconditionnelle de la campagne répressive contre les amnistiés. Le durcissement des pratiques punitives est particulièrement visible à l'exemple du traitement du hooliganisme. Crime très vaguement défini dans le code pénal de 1926 comme « actes désordonnés (*ozornye dejstva*) », accompagnés d'un irrespect patent envers la société », le hooliganisme était une catégorie légale fourre-tout. Injures, jurons, esclandres, bris de carreaux, mais aussi coups et blessures divers pouvaient tomber sous le coup de l'article 74 du code. Instrument parfait d'une politique répressive aveugle, 20 % des condamnations lui étaient imputables au quatrième trimestre contre 10 % au premier. Plus que dans la hausse générale des condamnations (+ 75 % sur l'année), c'est dans la tendance à appliquer les peines maximales que le déplacement répressif est visible. À la fin de l'année, les juges de Novosibirsk condamnèrent 94 % des hooligans à une peine de détention ferme. Plus des deux

39. L'ordre du procureur général demandait aux procureurs de « prendre les mesures nécessaires pour renforcer la lutte contre le crime, en prêtant *tout particulièrement attention* à rendre plus active et plus effective la lutte contre des crimes comme les meurtres, les attaques, les vols et le hooliganisme » (mes italiques). Cette formulation laissait place à l'interprétation et à l'adaptation aux circonstances locales. GARF R-8131/32/2386/4. Il se peut que le parquet de la municipalité de Novosibirsk ait fait du zèle, ou que le Comité régional ait fait pression sur lui pour qu'il intègre à son plan d'action les cas de viol et de banditisme, bien qu'il n'y ait aucune trace d'une telle correspondance dans les documents de ces deux institutions.

40. GANO P-4/34/440/349-355.

41. *Ibid.*, 108.

42. *Ibid.*, 353-354.

tiers d'entre eux se voyaient infliger entre 3 et 5 ans de détention, la peine maximale prévue par la loi⁴³. Un échantillon de verdicts pour hooliganisme dans la région de Novosibirsk montre qu'au troisième trimestre 1953 un quart des condamnés sous cet article étaient d'anciens amnistiés. Plus d'un tiers d'entre eux était sans travail, un nombre significatif (un cinquième du nombre d'amnistiés condamnés pour hooliganisme) s'était comporté en hooligan lors du transit par la région de Novosibirsk depuis les camps du Grand Nord et de l'Extrême-Orient vers les régions occidentales de la Russie et n'habitait pas la région⁴⁴. Mais l'ardeur répressive laminait ces nuances.

Au bout de cette chaîne répressive, le Goulag réservait un traitement spécial aux amnistiés récidivistes en vertu du décret gouvernemental du 27 août. Les amnistiés condamnés pour un crime grave devaient être détenus dans les camps à régime sévère, totalement isolés des autres détenus. Ainsi, l'effacement de la condamnation que proclamait l'amnistie, le nouveau décret l'annulait en donnant pouvoir au Goulag de punir particulièrement les amnistiés repris de justice. En URSS, 40 685 amnistiés tombèrent sous le coup de cette instruction, dont les trois quarts pour hooliganisme ou vol⁴⁵.

La politique du nouveau régime à l'égard des 1,2 million de prisonniers qu'il avait fait libérer a beaucoup évolué entre mars et décembre 1953. Dans un premier temps — jusqu'à la fin mai 1953 — le pouvoir ne créa pas de dispositif particulier de réintégration des amnistiés. Même leur transport jusqu'à leur lieu de résidence ne fut pas scrupuleusement organisé, ce qui conduisit à des drames. Les successeurs de Staline se méprenaient gravement sur la capacité de la société soviétique d'absorber un tel nombre d'anciens détenus et se désintéressaient du devenir des amnistiés. Cependant, à la fin mai, pour réduire le chômage considérable parmi les amnistiés, le gouvernement adopta des méthodes dirigistes qui traitaient les libérés comme une masse corvéable pour les secteurs où les conditions de travail étaient les plus dures et les salaires, les plus faibles. L'échec de cette approche et la peur suscitée dans la population par les cas de récidives chez les amnistiés conduisit la direction de l'après-Berija à prendre des mesures très répressives pour résoudre les problèmes sociaux nés du retour des amnistiés. Tout l'appareil policier, judiciaire et carcéral fut mis en branle pour punir sévèrement un panel très large de crimes, dont la majorité avaient été estimés suffisamment bénins en mars pour être amnistiables. À Novosibirsk les autorités se résolurent à traiter par la répression les

43. GANO P-1199/5/34/3-7. Les peines pour hooliganisme avaient été considérablement alourdies sous Staline. Selon le code pénal de RSFSR de 1926, le hooliganisme qualifié n'était punissable que d'une peine maximale de deux ans. En 1935, une modification législative autorisa les juges à punir le hooliganisme d'une peine allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. *Ugolovnyj kodeks RSFSR 1926 g. Oficial'nyj tekst s izmenenijami na 1 nojabrja 1946 i s priloženiem postatejno-sistematizirovannyh materialov*, Juridičeskoe izdatel'stvo Ministerstva justicii SSSR, M., 1947, p. 44-45.

44. GANO P-1199/5/28/43.

45. GARF, f. R-9414, Glavnoe upravlenie lagerej i kolonij MVD SSSR, op. 1, d. 1397, l. 67-72.

problèmes de chômage et de mauvaises conditions de travail chez les amnistiés, dont elles étaient largement responsables.

Les réhabilités de Sibérie occidentale

Dans les années qui suivirent la rupture de 1953, la direction politique organisa d'autres libérations massives pour corriger les vices du système pénal. Parallèlement à la décongestion du système carcéral, qui concernait avant tout les détenus de droit commun, le Présidium du Comité central se résolut à libérer progressivement les quelque 540 000 condamnés pour crimes politiques⁴⁶. Le régime khrouchtchévien était prêt à reconnaître que certains détenus politiques avaient pu être condamnés injustement. Ceci les différencie grandement des amnistiés de 1953, que l'on considérait certes comme des petits criminels, mais comme des criminels tout de même. Autre trait distinctif, les anciens détenus politiques étaient particulièrement stigmatisés sous Stalin : ils étaient interdits de séjour dans les centres urbains, vivaient dans la crainte d'être de nouveau arrêtés et envoyés en exil et n'accédaient que difficilement à des emplois à responsabilité ou à l'enseignement supérieur. Ils étaient les victimes d'innombrables chicanes policières et administratives. Ces discriminations ont-elles disparu sous Hruščev ? Quelles dispositions le nouveau pouvoir a-t-il prises pour faciliter la réinsertion des détenus politiques, lui qui se targuait d'avoir redressé les injustices commises sous Stalin ? Je répondrai à ces questions en m'appuyant sur des entretiens menés avec huit anciens prisonniers politiques à Novosibirsk en juillet 2004 et sur les mémoires d'anciens détenus dont le destin est lié à la Sibérie occidentale⁴⁷.

Les premières difficultés rencontrées par les libérés étaient liées à leur rapport avec la milice locale pour les questions de passeport et d'enregistrement. Les amnistiés de 1953, théoriquement libres de s'installer où bon leur semblait, n'étaient en réalité pas épargnés par les tracasseries administratives ni même par les poursuites pénales⁴⁸. Les anciens détenus politiques, pour leur part, subissaient des restrictions légales majeures à leur liberté de circulation et de séjour. Sur la période qui nous intéresse, les années 1950 de l'après-Stalin, les anciens détenus politiques

46. Voir Aleksander Kokurin et Nikita V. Petrov, *GULAG: Glavnoe upravlenie lagerej, 1918-1960*, M.: MFD, 2002, p. 437.

47. Je sais gré à Leonid Trus, lui-même ancien détenu et directeur de l'association Mémorial pour la région de Novosibirsk, de m'avoir mis en relation avec ces personnes. Les mémoires utilisés sont ceux de Nikolaj Boldyrev, « Zigzagi sud'by », in Aleksandr Solženicyn, *Poživši v GULAG : Sbornik vospominanija*, M. : Russkij put', 2001, p. 73-140 et Sergej Vladimirov (Vladimir Belusov), *Zapiski dohodjaga*, Ašhabad, 1992. Ces ouvrages sont reproduits intégralement sur le site du Centre Sakharov, <http://www.sakharov-center.ru/>.

48. En juin à Novosibirsk, 10% des amnistiés condamnés l'étaient pour infraction au système des passeports. GANO P-4/34/439/30. Même si le passeport ne signalait pas les restrictions géographiques, la milice savait immédiatement s'il appartenait à un ancien prisonnier, car il portait la mention « établi sur la base d'un certificat de libération ». Entretien avec Leonid Solomonovič Trus à son domicile, Akademgorodok, le 4 juillet 2004.

qui n'avaient pas été rétablis dans leurs droits étaient interdits de résidence dans la ville de Novosibirsk.

Des voix s'élevèrent immédiatement après la mort du dictateur pour rénover profondément le système des passeports intérieurs, en particulier pour réduire les restrictions dont souffraient les libérés depuis 1933. Selon le Statut des passeports, certaines catégories de condamnés étaient en effet interdites de résidence dans un nombre défini d'agglomérations. Au fil des ans, la liste des localités dites « à régime » s'était allongée considérablement, embrassant quelque 340 villes, dont toutes les capitales des républiques soviétiques. Le paragraphe 39 du Statut des passeports de 1940 interdisait l'installation dans ces localités aux personnes condamnées pour crimes, des crimes de toute sorte et pas seulement pour crimes contre-révolutionnaires (§ 58 du Code pénal de RSFSR alors en vigueur). Beaucoup étaient insignifiants, même au regard de la loi soviétique : la condamnation pour vol ou spéculation, sous toutes leurs formes, même les plus bénignes, déterminait l'inscription de l'interdit sur le passeport. La milice des localités à régime était tenue de refuser l'enregistrement (*propiska*) à toute personne dont le passeport portait la marque du §39, même si elle vivait auparavant dans les lieux, y avait de la famille, un logement ou des perspectives d'emploi. Or sans enregistrement, les employeurs n'embauchaient pas, sauf à enfreindre le Statut des passeports⁴⁹. En mars 1953, le procureur général de l'URSS résumait ainsi la somme des problèmes sociaux que faisait naître ce système :

Les restrictions au passeport concernent les intérêts vitaux de centaines de milliers de citoyens soviétiques [...] elles ne leur donnent pas la possibilité de rentrer dans leur pays, détruisent souvent leurs familles, leur créent de grandes difficultés pour trouver un nouveau domicile et s'enregistrer, et font naître, en conséquence, chez les personnes ayant purgé une peine et chez leurs proches, mécontentement et même aigreur⁵⁰.

Les illustrations des difficultés à se faire enregistrer rencontrées par les anciens détenus politiques sont nombreuses. Les époux Vladimir Gel'sert et Ol'ga Mazonkina, qui s'étaient connus au camp d'Ivdel'lag, au nord de la région de Sverdlovsk, voulaient s'installer à Novosibirsk après leur libération en 1947 : il y avait de la famille. Malheureusement, la capitale sibérienne était une ville à régime où l'on refuserait d'enregistrer les jeunes époux qui venaient de purger dix ans chacun pour crimes contre-révolutionnaires. Ils décidèrent de trouver dans les alentours de Novosibirsk une localité échappant à la liste des villes à régime et où ils auraient le droit de s'installer. Sur le conseil de leurs proches, ils choisirent Čerepanovo, au sud de la capitale, sur la route de Barnaul. Pourtant, même l'enregistrement dans cette bourgade sans histoire posa problème au couple. La milice municipale ne voyait pas d'un bon œil l'établissement d'un couple de contre-révolutionnaires sur son territoire. Ils

49. Sur le système des passeports sous Stalin, voir Nathalie Moine, « Système des passeports, marginaux et marginalisation en URSS 1932-1953 », *Communisme*, 70-71, 2002, p. 87-108.

50. GARF R-8131/32/2231/103-106.

furent pris dans le cercle vicieux classique : pas d'enregistrement — pas de travail et vice versa. Finalement, après d'interminables va-et-vient, le chef de la milice de Čerepanovo se résolut à les enregistrer, car « il redoutait des ennuis » s'il s'entêtait⁵¹.

Sous l'impulsion de Berija, la liste des villes à régime fut audacieusement réduite au printemps 1953. Novosibirsk n'en faisait plus partie⁵². Mais après l'arrestation du ministre de l'Intérieur à l'été 1953, ses collègues du Comité central allongèrent à nouveau cette liste et Novosibirsk retrouva le régime spécial des passeports. Néanmoins, l'interdiction de s'établir dans les villes à régime ne concernait plus que les personnes condamnées pour crimes contre-révolutionnaires, banditisme, homicide volontaire, vol aggravé de la propriété individuelle ou sociale, ou deux fois condamnées pour hooliganisme aggravé⁵³. Le décret du gouvernement précisait que la capitale sibérienne appartenait au groupe des gros centres industriels nécessitant la protection offerte par le régime spécial des passeports. Plus précisément, c'est la construction par des détenus, au cœur de Novosibirsk, de l'usine index 80 du très secret ministère de la Construction mécanique intermédiaire (*Ministerstvo srednego mašinostroenija, Minsredmaš*), absorbé à développer le projet nucléaire soviétique, qui explique le souhait des autorités de contrôler et restreindre l'accès à la ville.

Mais, à la fin de la décennie, le système des passeports posait plus de problèmes à Novosibirsk qu'il n'en résolvait. C'est du moins le calcul que faisait le tout nouveau secrétaire de l'*obkom* de Novosibirsk, Gorjačev, en juin 1959⁵⁴. Conformément à la nouvelle législation carcérale, tous les condamnés devaient purger leur peine dans leur région d'origine⁵⁵. Ainsi, les condamnés originaires de Novosibirsk étaient détenus dans les camps de la ville, ceux-là mêmes qui alimentaient les entreprises secrètes du *Minsredmaš*. Gorjačev estimait la situation absurde : ayant vécu, travaillé, et même purgé leur peine à Novosibirsk, les anciens détenus tombant sous le coup des restrictions géographiques, une fois libérés, étaient forcés de quitter la ville où vivait leur famille. Dans la pratique, les anciens détenus décidaient soit de résider illégalement à Novosibirsk, soit de s'installer en banlieue tout en travaillant au centre ville (200 cas recensés). Nombre d'entre eux étaient en conséquence poursuivis pour infraction au régime des passeports. L'*obkom* assurait au Conseil des ministres, à qui il adressait sa requête, que les deux craintes qui motivaient la

51. Entretien avec Vladimir Fedorovič Gel'sert et Ol'ga Kirillovna Mazonkina à leur domicile, Novosibirsk, 6 juillet 2004 (enregistrement digital).

52. Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR ot 21 maja 1953g. no. 1305-515s « Ob uprazdnenii pasportnyh ograničenij i režimnyh mestnostej ». Ce décret n'est pas déclassifié. Cité dans GARF R-9492/5/169/16-17.

53. Postanovlenie Soveta Ministrov SSSR ot 21 oktjabrja 1953g. no. 2666-1124s « O sokašenii količestva režimnyh gorodov i mestnostej i perečnja pasportnyh ograničenij ». Ce décret n'est pas déclassifié. Cité dans GARF R-9492/5/166/28-31.

54. GARF R-8131/32/6190/290-291. F. S. Gorjačev avait pris ses fonctions en 1959, en remplacement de B. N. Kobelev. Voir A. A. Fursenko, dir., *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanavljenija. t. 1: Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy*, M.: ROSSPEN, 2003, p. 1055 et 1205.

55. Voir Kokurin et Petrov, *GULAG...*, p. 195.

conservation du régime spécial dans la capitale régionale étaient sans fondement : « La levée des restrictions à l'enregistrement des anciens condamnés ne conduira pas à une hausse de la criminalité et ne nuira pas au maintien du secret d'État ». Premièrement, la milice de la ville, comme dans d'autres villes à régime, autorisait déjà l'enregistrement de condamnés à des crimes graves dans des cas exceptionnels. Or, les personnes qui bénéficiaient de cette faveur se comportaient bien⁵⁶. La pratique de l'enregistrement exceptionnel remonte au début de 1954. Il y avait alors 227 anciens détenus enregistrés par exception à Novosibirsk, dont un seulement s'était rendu coupable de nouveaux méfaits⁵⁷. Cinq ans plus tard, ils étaient 1 600, et seuls 25 d'entre eux avaient récidivé. Deuxièmement, le motif principal d'introduction du régime spécial à Novosibirsk — le renforcement du secret d'État autour des agissements du *Minsredmaš* — était caduc, puisque justement, les anciens détenus, porteurs d'informations secrètes pour avoir travaillé sur des sites secrets, étaient contraints de quitter la ville à leur libération, multipliant le risque de voir l'information se répandre⁵⁸.

La demande de Novosibirsk de ne plus faire partie du prestigieux club des villes à régime spécial est clairement atypique. Le Conseil des ministres recevait de très nombreuses demandes de municipalités qui cherchaient à étendre ou à durcir le régime spécial dans les années 1950⁵⁹. Le gouvernement se décida fin 1959 à un nouvel écrémage de la liste des villes à régime, qui s'était fortement allongée depuis 1953. Novosibirsk fut à sa demande retirée de la liste⁶⁰. C'est ce changement qui permit à Ivan Konkin de s'établir à Novosibirsk à la fin de la décennie et de mettre ainsi un terme à dix années d'errance à travers les zones industrielles d'Union soviétique. Depuis sa libération, il cherchait à se fixer avec sa famille, mais son passé de détenu contre-révolutionnaire l'avait chassé des gros centres urbains (Moscou et Omsk). Ses pérégrinations en quête d'une ville où on l'enregistrerait et d'un travail lui permettant de nourrir sa famille emmenèrent Konkin, son épouse et leurs quatre enfants aux salines du territoire de l'Altaï, à une laiterie de la région d'Omsk, et surtout au Kazakhstan : il travailla pour les mines de houille d'Ekibastuz, les mines de métaux non ferreux de Putincevo et les usines de cuivre de Glubokoe et Semipalatinsk, changeant d'emploi dans l'espoir d'un meilleur salaire et de conditions de vie plus favorables⁶¹.

Les condamnés politiques qui voulaient s'installer à Novosibirsk dans les années 1950 avaient à se débarrasser des restrictions géographiques inscrites sur leur passeport. Pour ce faire, il fallait obtenir l'annulation du verdict de

56. GARFR-8131/32/6190/290-291.

57. GARFR-9415/3/1446/7-8.

58. GARFR-8131/32/6190/290-291.

59. GARFR-8131/32/5600/11-13.

60. Décret du Conseil des ministres du 3 décembre 1959 no. 1347 « O častiňnom izmenenii položenija o pasportah ». Cité dans GARFR-8131/32/6188/62-65.

61. Entretien avec Ivan Tihonovič Konkin à son domicile, Novosibirsk, 9 juillet 2004 (enregistrement digital).

condamnation. Après la mort de Stalin, les dirigeants soviétiques avaient introduit le terme « réhabilitation » (*reabilitacija*) dans le discours politique. Mais il était absent des codes pénaux hérités des années 1920. Il recouvrait une réalité juridique peu claire que le régime khrouchtchévien n'a ni modifiée, ni élucidée. L'annulation d'un verdict injuste pouvait prendre plusieurs formes juridiques. Voici comment D. décrit le rétablissement de ses droits :

Ce n'était pas une réhabilitation. C'est maintenant que ce mot est dans l'air. Nous ne l'entendions pas autrefois. On m'avait donné alors l'article 204, alinéa b « [acquittement] au vu du caractère indémontrable du crime (*za nedokazannostju prestuplenija*) ». La formule était insultante⁶².

Le verdict a bien été cassé et D. rétabli dans ses droits, la cour ayant reconnu insuffisantes les preuves rassemblées contre lui. Mais cette solution est blessante pour D., puisqu'elle donne l'impression que son innocence est contestable : bien qu'il soit un traître à la patrie, le système judiciaire doit le relâcher faute d'éléments suffisants pour établir sa culpabilité⁶³.

Pour casser les jugements, l'appareil judiciaire pouvait aussi s'appuyer sur l'article du code de procédure pénale qui déclarait le principe de légalité des délits et des peines (art. 4, alinéa 5). Il y était stipulé que les poursuites pénales devaient être interrompues si les actes attribués à l'accusé n'étaient pas des crimes au sens du code pénal (*otsutstvie sostava prestuplenija*). C'est sous cette forme que Sergej Vladimirov fut réhabilité⁶⁴. Cette formulation était plus satisfaisante, puisque la cour le reconnaissait implicitement innocent. Mais les autorités politiques et judiciaires ne tiraient pas les conclusions qui s'imposaient de cette assertion d'innocence. Les tortures subies par le détenu politique étaient passées sous silence. À quelques exceptions près, les bourreaux n'étaient pas poursuivis pour leurs crimes. Il était très difficile de récupérer les biens — surtout immobiliers — confisqués ou saisis lors de l'arrestation. Et les réhabilités ne recevaient pas de compensations pour leurs souffrances⁶⁵.

Pour aller s'installer à Novosibirsk, Vladimir Gel'sert et Ol'ga Mazonkina s'adressèrent à la direction du KGB de Novosibirsk en 1954 pour apprendre comment se débarrasser des restrictions portées sur le passeport. Et c'est au KGB qu'on leur conseilla de demander leur réhabilitation pour obtenir un passeport

62. Entretien avec D. à son domicile, Novosibirsk, le 7 juillet 2004 (enregistrement digital). L'article 204, alinéa b du code de procédure pénale de 1923 était formulé comme suit : « l'instruction rend un arrêt de non-lieu [...] si les preuves rassemblées sont insuffisantes pour le renvoi de l'inculpé devant le tribunal ».

63. C'est également la conclusion que tire Albert van Goudoever : « Il y a des juristes (soviétiques, M. E.) qui estiment, pertinemment à mon avis, que l'acquittement pour manque de preuves ne signifie pas que la personne concernée est complètement innocente. » Albert P. van Goudoever, *The Limits of Destalinization in the Soviet Union*, traduit par Frans Hijkoop, New York: St. Martin's Press, 1986, p. 212.

64. Vladimirov, *Zapiski dohodjaga.*, p. 286.

65. Voir Adler, *Gulag Survivors*, p. 151-204.

vierge. Gel'sert dut subir une confrontation avec l'enquêteur qui l'avait torturé avant d'être rétabli dans ses droits (art. 4, alinéa 5). Mazonkina fut simplement convoquée au KGB et reçut par la suite son certificat de réhabilitation (art. 206, alinéa 2). Immédiatement après avoir obtenu leurs nouveaux passeports, ils déménagèrent à Novosibirsk⁶⁶.

Certes, la réhabilitation permettait bien aux anciens détenus politiques de prétendre à un enregistrement dans les localités à régime, mais elle était nécessaire dans bien d'autres cas encore. En règle générale, on ne confiait pas un poste à responsabilité à d'anciens zeks, surtout s'ils traînaient derrière eux une condamnation pour crime contre-révolutionnaire. C'est ce qui poussa Leonid Trus à écrire au Parquet afin d'être réhabilité. À la fin des années 1950, il fit une découverte technique importante dans l'usine où il travaillait. Mais, étant donné son passé de détenu politique, on lui refusa le poste de président de la commission créée pour étudier les possibilités de commercialisation de cette innovation⁶⁷. La condamnation était également un obstacle à l'entrée dans l'enseignement supérieur, technique ou non. Sergej Vladimirov voulait devenir journaliste ou écrivain. Avant sa réhabilitation en 1957, il affirme qu'il lui était impossible d'être admis dans un établissement d'enseignement supérieur. Une fois réhabilité, il put entrer à l'Institut d'État de cinématographie à Moscou⁶⁸.

Le cas des anciens détenus qui exerçaient un métier avant leur arrestation mérite attention : il leur était très difficile de retrouver un poste dans le même domaine. Pour survivre, ils étaient contraints de commencer une nouvelle carrière dans la spécialité, le plus souvent technique ou liée à la production, qu'ils avaient acquise en détention. Ce fut le cas de Konkin, qui avait fait des études à l'Institut littéraire de Moscou et avait publié dans la *Komsomol'skaja Pravda* dans les années 1930, avant son incarcération. Après sa libération, on lui refusa un poste de correspondant à la *Pravda* d'Omsk. Pour gagner sa vie, il dut travailler comme comptable, profession qu'il avait apprise sur le tas dans les camps de la République Komi et qu'il pratiqua jusqu'à sa retraite⁶⁹. De même, Konstantin Lapšin, qui avait un diplôme d'ingénieur du son et un poste dans un cinéma de Novosibirsk avant la guerre, ne trouva pas d'emploi dans ce domaine et mit à profit pour le reste de sa carrière la formation de mécanicien acquise en exil⁷⁰.

Les discriminations que subissait l'ancien détenu politique n'étaient pas toutes uniformes, ni absolues. Ses relations, sa faculté à les faire jouer et son opiniâtreté jouaient un rôle déterminant. Au contraire, l'absence de soutien compliquait sa tâche. Gel'sert, qui avait été arrêté après avoir terminé sa deuxième année de médecine et qui avait travaillé comme infirmier en camp, s'efforça de reprendre ses études

66. Entretien avec Gel'sert et Mazonkina.

67. Entretien avec Trus.

68. Vladimirov, *Zapiski dohodjaga*, p. 286.

69. Entretien avec Konkin.

70. Entretien avec Konstantin Alekseevič Lapšin à son domicile, Novosibirsk, 13 juillet 2004 (enregistrement digital).

à Novosibirsk après sa libération. Mais le nouveau directeur de l'institut — l'ancien avait été arrêté entre temps — refusa catégoriquement de l'inscrire en troisième année et lui conseilla d'entrer en première année à Tomsk. Il finit par opter pour le lycée technique de médecine (*tehnikum*) en un an, « histoire d'avoir un papier, de pouvoir travailler »⁷¹. Leonid Trus, lui, réussit à réintégrer son institut après l'interruption carcérale. Il avait été arrêté au cours de sa cinquième année d'études à la faculté d'énergétique. Il avait un ami dans la commission d'examen des candidatures, un ancien camarade devenu enseignant qui, non seulement fit pour lui toutes les démarches, mais appuya aussi son dossier. Après des hésitations — « personne ne voulait prendre sur lui la responsabilité de [le] refuser ou de [l'] accepter » — la commission l'autorisa finalement à terminer son cursus à l'institut⁷². La scène se déroulait durant l'été 1956, quelques mois après que Hruščev avait condamné publiquement certains excès des répressions politiques staliniennes, ce qui peut expliquer, d'après Trus, l'attitude finalement favorable de la commission.

La seule réhabilitation judiciaire ne suffisait pas à lever toutes les difficultés que rencontraient les anciens détenus, en particulier pour trouver un emploi. À la fin de 1955, le gouvernement dut créer par décret un dispositif pour faciliter la réinsertion sociale des réhabilités qui, légalement innocents, se voyaient pourtant refuser des postes. Le gouvernement obligeait désormais les ministères à embaucher les réhabilités dans leurs entreprises, comme il l'avait fait deux ans auparavant pour les amnésiés. Mais cette injonction toute générale esquivaient un point essentiel : le décret ne prévoyait de procédure de rétablissement des anciens détenus ni aux postes qu'ils occupaient avant leur arrestation, ni à des postes d'égale qualification, ni même dans la même entreprise ou le même secteur de l'économie. La portée du décret était ainsi purement comptable. Il établissait que le temps passé en détention ou en exil était reconnu aux réhabilités comme temps travaillé. Ce temps était intégré aux calculs des retraites, des salaires et des primes à l'ancienneté. Les réhabilités recevaient en conséquence des livrets de travail qui ne montraient pas d'interruption dans l'ancienneté au poste qu'ils occupaient avant leur arrestation. Une seconde mesure prévoyait qu'ils reçoivent des entreprises où ils travaillaient avant leur arrestation une somme d'argent égale à deux mois de salaire. Ce salaire était celui du poste qu'ils occupaient avant leur arrestation, mais au taux valable au moment de leur réhabilitation. Les retraites leur étaient calculées sur la base de leur meilleur salaire, d'avant ou d'après leur détention. Dernière mesure, le décret obligeait les autorités locales à donner aux réhabilités la priorité sur les listes d'accès au logement⁷³.

Ce décret portait la mention « ne pas publier ». L'ancien prisonnier politique en apprenait le contenu par ouï-dire ou auprès des instances qui l'avaient libéré ou

71. Entretien avec Gel'sert et Mazonkina.

72. Entretien avec Trus.

73. GARF, f. R-5446, Sovet ministrov SSSR, op. 1, d. 646, l. 288-290 (publié dans *Reabilitacija*, vol. I, ch. 4, doc. 38)

réhabilité⁷⁴. En outre, pour bénéficier de ces mesures, il fallait faire des démarches, remplir des formulaires, adresser des requêtes. D. avait été envoyé de Noril'sk à Krasnojarsk pour complément d'instruction. Il y fut libéré et réhabilité en mai 1955. Il voulait aller s'installer à la station thermale de Karači, dans la région de Novosibirsk, où vivait sa soeur. À Krasnojarsk, les autorités le mirent au courant de son droit à deux mois de salaire. Mais pour toucher cet argent, il lui fallut aller jusqu'au Kazakhstan, où se trouvait l'entreprise pour laquelle il travaillait avant son arrestation. Sa visite ne réjouit pas ses anciens collègues, mais la somme de 3 300 roubles lui fut remise sans retard, et le syndicat de l'entreprise lui offrit même des vacances pour son rétablissement⁷⁵.

À Novosibirsk, les consignes du Conseil des ministres d'attribuer un appartement en priorité aux réhabilités semblent n'avoir pas été appliquées. Boris Seleznev affirme que, sans réhabilitation, il n'aurait pas été mis sur les listes de logement. Mais même une fois réhabilité, lui et son épouse durent continuer à vivre en foyer : « Vous ne l'obtiendrez jamais, l'appartement, même si vous aviez dix certificats [de réhabilitation]. »⁷⁶

Et il fallait avoir des atouts pour obtenir un logement à soi. D. emménagea dans un appartement neuf dès 1962, alors qu'il ne vivait à Novosibirsk que depuis 1960 : « Recevoir un appartement à Novosibirsk à l'époque, qui plus est, si, comme moi, tu portais une flétrissure, c'était impossible ». D. attribue sa chance à une faveur du Comité régional et à son amitié avec le directeur de l'institut où il travaillait⁷⁷. De même, Gel'sert et Mazonkina, qui vivaient dans une petite chambre à Novosibirsk, obtinrent un appartement dans un immeuble neuf en 1961. Gel'sert travaillait pour l'Union des syndicats de la région. C'est son chef, avec qui il était en très bons termes, qui lui fournit ce logement⁷⁸.

Le régime khrouchtchévien a pris des mesures minimales en faveur des détenus politiques condamnés sous Stalin. Sans modifier la législation, il a donné la possibilité à nombre d'entre eux de faire reconnaître leur innocence par les instances judiciaires. Cette « réhabilitation judiciaire », selon les termes d'Albert van Goudoever, leur permettait de s'installer dans les gros centres urbains comme Novosibirsk et d'accéder à des emplois qualifiés et à l'enseignement supérieur. À la fin de l'année 1955, devant la multiplication des problèmes d'emploi et de logement auxquels se heurtaient les réhabilités, le pouvoir prit des mesures imparfaites pour faciliter leur retour à la vie active et leur « réhabilitation sociale »⁷⁹. La timidité et la confidentialité

74. Entretiens. Au milieu des années 1980, Albert van Goudoever n'avait pas connaissance de ce décret, bien qu'il rapporte certaines de ses prévisions mentionnées dans les mémoires d'un ancien détenu et dans la littérature juridique soviétique. Goudoever, *Limits of Destalinization*, p. 47.

75. Entretien avec D.

76. Entretien avec Boris Pavlovič Seleznev à son domicile, Novosibirsk, 15 juillet 2004 (enregistrement digital).

77. Entretien avec D.

78. Entretien avec Gel'sert et Mazonkina.

79. Goudoever, *Limits of Destalinization*, p. 7-8.

de ces mesures trahissent le souci essentiel qui les a motivées : apaiser les difficultés rencontrées par les anciens zeks sans introduire de grands changements législatifs, pour éviter qu'elles ne suscitent une publicité nocive. Cette étude locale à Novosibirsk permet de montrer que les liens d'amitié et de sympathie jouaient un rôle important dans les itinéraires des réhabilités : ils leur permettaient d'obtenir ce que les mesures prévoyaient, des droits auxquels pourtant, sans ces relations, beaucoup n'avaient pas accès, soit par ignorance, soit parce que la loi n'était pas appliquée.

*

Nous avons étudié les dispositifs spéciaux que le régime khrouchtchévien a mis en place pour accompagner la réintégration sociale de deux groupes d'anciens détenus : les amnistiés de 1953 et les réhabilités. Les mesures pour résorber le chômage des amnistiés mêlaient pression sur les ministères économiques et les autorités locales pour qu'ils embauchent, effort de stabilisation des amnistiés dans les entreprises et recours aux méthodes stalinienne de mobilisation coercitive de la main-d'œuvre. Dans un contexte de crise sociale générale en 1953, ces dispositions n'ont pas été suffisantes. Le pouvoir a fait alors appel à des mesures franchement répressives sans toutefois parvenir à régler les problèmes. Les mesures en faveur des réhabilités n'ont pas connu le même échec et n'ont pas débouché sur un acharnement pénal. Dans le corpus étudié, centré sur Novosibirsk, tous les anciens détenus ont pu faire reconnaître leur temps de détention comme temps travaillé et toucher la petite aide financière prévue. En revanche, les aménagements introduits par le gouvernement n'ont pas apporté de solution concrète à la question du logement. En outre, rien ne fut entrepris pour que les réhabilités retrouvent le poste qu'ils occupaient avant leur arrestation, ni même un emploi équivalent.

Trait commun à ces politiques : elles étaient tenues secrètes. Les directives sur la mise au travail des amnistiés et le décret sur le calcul de l'ancienneté des réhabilités ne furent pas publiés. Même les procédures judiciaires de rétablissement dans les droits n'étaient pas expliquées à un large public, elles restaient confinées aux cabinets des procureurs et des juges qui les appliquaient, sous la surveillance des responsables du parti. Amnistiés et réhabilités apprenaient par le bouche à oreille les bénéfices qu'ils pouvaient tirer de ces mesures. Cette confidentialité des dispositifs de réintégration contraste avec la publicité donnée à la quasi-intégralité des lois de libération sous Hruščev.

Si les solutions réglementaires et administratives imaginées par le nouveau pouvoir étaient largement insuffisantes pour répondre aux besoins des amnistiés et des réhabilités, elles révèlent néanmoins la prise en considération des problèmes particuliers que posaient les libérations : chômage, misère, manque de logement, criminalité. En mettant en place des dispositifs *ad hoc*, le régime khrouchtchévien tentait de répondre à des urgences sociales qu'il s'était résolu à ne plus ignorer. Bien sûr, ces mesures étaient motivées par la peur des désordres, ce qui explique que la surveillance policière et la répression pénale les aient souvent accompagnées. Mais l'idée se fit jour que l'ordre était plus facile à faire régner si un bien-

être minimum était garanti aux personnes qui avaient besoin d'assistance. Ce souci s'inscrit dans une préoccupation nouvelle pour le bien-être des individus pendant le Dégel, que l'on trouve également au cœur des efforts de relance de la consommation ou des programmes d'amélioration de l'habitat. Le choix d'approches plurielles, pas seulement répressives, pour résoudre les problèmes sociaux reflète la confiance des successeurs de Staline dans la possibilité d'améliorer la société en jouant sur des leviers administratifs et financiers.

École des hautes études en sciences sociales

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen

marc.elie@ehess.fr